

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

8 JUILLET 1991

PROJET DE LOI

**modifiant le Code judiciaire en
ce qui concerne le statut des
huissiers de justice**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
JUSTICE (1)

PAR M. DUMEZ

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi lors
de ses réunions des 12 et 26 juin et 3 juillet 1991.

*
* * *

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique
de commission.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Mottard.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Dumez,
Hermans, Mme Merckx-Van Goey, M. Van Parys.
P.S. MM. Defosset, Eerdeken, Mayeur, Mottard, Mme Onkelinx.
S.P. M. Chevalier, Mmes De Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. MM. Berben, De Groot, Mahieu.
P.R.L. MM. Foret, Mundeleer.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.
V.U. MM. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mme Vogels, Agalev.

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Bosmans (J.), Breyne, De Clerck, Mme Leysen, M. Uyttendaele.
Mme Burgeon (C.), MM. De Raet, Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
MM. Beckers, Sleenckx, Van der Maelen, Van der Sande.
MM. De Croo, Kempinaire, Mme Neyts-Uyttebroeck, M. Vreven.
MM. Draps, Gol, Klein.
M. Antoine, Mme Corbisier-Hagon, M. Michel (J.).
M. Lauwers, Mme Maes, M. Van Vaerenbergh.
MM. Simons, Van Dienderen.

Voir :

- 1564 - 90 / 91 :

N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
N° 2 et 3 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

8 JULI 1991

WETSONTWERP

**tot wijziging van het Gerechtelijk
Wetboek, met betrekking tot het
statuut van de gerechtsdeurwaarders**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR HEER DUMEZ

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken
op haar vergaderingen van 12 en 26 juni en 3 juli
1991.

*
* * *

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commis-
sievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Mottard.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Dumez, Hermans, Mevr. Merckx-Van Goey, H. Van Parys.
P.S. HH. Defosset, Eerdeken, Mayeur, Mottard, Mevr. Onkelinx.
S.P. H. Chevalier, Mevr. De Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. HH. Berben, De Groot, Mahieu.
P.R.L. HH. Foret, Mundeleer.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.
V.U. HH. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mevr. Vogels, Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Bosmans (J.), Breyne, De Clerck, Mevr. Leysen, H. Uyttendaele.
Mevr. Burgeon (C.), HH. De Raet, Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
HH. Beckers, Sleenckx, Van der Maelen, Van der Sande.
HH. De Croo, Kempinaire, Mevr. Neyts-Uyttebroeck, H. Vreven.
HH. Draps, Gol Klein.
H. Antoine, Mevr. Corbisier-Hagon, H. Michel (J.).
H. Lauwers, Mevr. Maes, H. Van Vaerenbergh.
HH. Simons, Van Dienderen.

Zie :

- 1564 - 90 / 91 :

N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
N° 2 en 3 : Amendementen.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CLASSES MOYENNENS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes signale, à titre préliminaire que le présent projet de loi est pendant au Sénat depuis 1989. A cette époque, la Chambre nationale des huissiers de justice avait plaidé pour une modification du statut des huissiers de justice.

Ce projet voté à l'unanimité par le Sénat est en réalité une synthèse de la proposition de loi déposée au Sénat par MM. Suykerbuyk et Lallemand (Doc. Sénat 489/1 - 1988-1989) et du projet préparé par l'Administration.

Il a trois objets :

1. définir un certain nombre de conditions d'accès. Ainsi, seuls les docteurs ou licenciés en droit sont admissibles à la fonction d'huissier au terme d'un stage de deux ans presté chez un huissier de justice, ce dernier ayant déjà une expérience professionnelle de trois années;
2. régler les conditions de la suppléance afin d'assurer la continuité du secteur public;
3. prévoir des dispositions en matière disciplinaires.

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Beaufays estime qu'il s'agit d'un très bon projet. Comme le Vice-Premier Ministre l'a résumé, il renforce les conditions d'accès à la profession et le rôle de la Chambre nationale des huissiers de justice. Il établit la suppléance au mieux et organise les droits de la défense dans le cadre d'une procédure en matière disciplinaire. S'il n'existe dès lors aucun problème quant au fond du projet, un certain nombre de remarques de forme doivent être faites. Celles-ci sont soit de simples remarques de toilettage soit des remarques plus importantes. Ainsi, par exemple, les articles 9 et 11 du projet renvoient à l'article 585, 8° du code judiciaire qui n'existe pas.

M. Chevalier est d'avis que ce projet suscitera peu de discussions vu qu'il se limite à des améliorations techniques en ce qui concerne les conditions d'accès et en matière disciplinaire.

Il se demande quelle est la signification du terme « accompli » utilisé pour la condition d'âge de 25 ans. Cela étant, il pense que par ce projet l'occasion de définir la véritable mission du huissier de justice a été manquée.

I. — INLEIDING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN MIDDENSTAND

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justie en Middenstand wijst er bij wijze van inleiding op dat het onderhavige wetsontwerp sinds 1989 bij de Senaat in behandeling is. Destijds had de nationale Kamer der Gerechtsdeurwaarders gepleit voor een wijziging in het statuut van de gerechtsdeurwaarders.

Het eenparig door de Senaat goedgekeurde ontwerp is in feite een samenvatting van het wetsvoorstel dat de heren Suykerbuyk en Lallemand hadden ingediend (Stuk Senaat 489/1, 1988-1989) en van het ontwerp dat de diensten van het Ministerie van Justitie hadden voorbereid.

Het doel ervan is drieledig :

1. het beoogt een aantal toegangsvoorwaarden vast te stellen. Zo hebben alleen doctors of licentiaten in de rechten toegang tot het ambt van gerechtsdeurwaarder nadat ze een tweejarige stage hebben doorgemaakt bij een gerechtsdeurwaarder, die zelf al een beroepservaring van drie jaar heeft;
2. het wil de voorwaarden voor de plaatsvervanging regelen om de continuïteit van de openbare dienst te waarborgen;
3. het werkt een aantal tuchtmaatregelen uit.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Volgens de heer Beaufays is dit een voortreffelijk ontwerp. Afgaand op de samenvatting die de Vice-eerste Minister ervan heeft gegeven, maakt het de voorwaarden voor toegang tot het beroep strenger en versterkt het de rol van de nationale Kamer der Gerechtsdeurwaarders. Het treft de best mogelijk regeling voor de plaatsvervanging en organiseert de verdediging in het raam van een procedure in tuchtzaken. Hoewel er bijgevolg geen enkel probleem rijst in verband met de grond van het ontwerp, kunnen toch een aantal opmerkingen naar de vorm worden gemaakt. Dat zijn ofwel gewoon stilstatische, ofwel iets ingrijpender opmerkingen. Zo verwezen de artikelen 9 en 11 van het ontwerp bijvoorbeeld naar het onbestaande artikel 585, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek.

De heer Chevalier is van mening dat dit ontwerp weinig discussie zal uitlokken omdat het zich beperkt tot technische verbeteringen inzake de toegangsvoorwaarden en in tuchtzaken.

Hij vraagt zich af welke betekenis moet worden gehecht aan de term « volle » die gebruikt wordt voor de leeftijdsvoorraarde van 25 jaar (artikel 1). Voorts vindt hij dat dit ontwerp de gelegenheid om de taak van de gerechtsdeurwaarder naar behoren te definiëren niet te baat heeft genomen.

Personnellement, il croit que la fonction d'huissier de justice doit être réduite à ce qu'elle est vraiment, à savoir un service de la justice. De ce fait, un certain nombre de devoirs que les huissiers accomplissent pourraient leur être retirés. Dans notre système juridique, trop de fonctions comme celles de notaire, d'huissier sont maintenues alors qu'elles sont devenues superflues. Ainsi, pour les huissiers de justice, un certain nombre d'actes pourraient être faits par les greffes, ce qui réduirait les frais pour les particuliers.

En conséquence, il invite le gouvernement à réfléchir sur la définition de la mission d'huissier de justice ainsi que sur le maintien du notariat.

Personnellement, il est d'avis qu'au seuil du 21^{eme} siècle, seul le notariat pourrait être supprimé.

Mme Onkelinx estime qu'il s'agit d'un projet intéressant et bon étant donné que la modernisation du statut d'huissier de justice s'imposait. Des conditions supplémentaires d'accès sont introduites comme celles d'être porteur d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit (art. 1^{er}). Si elle considère cette condition supplémentaire comme positive, elle ne veut pas que petit à petit par le biais de modifications législatives successives, on en arrive à conclure que tout ce qui concerne la vie, l'information juridique puissent échapper à la compétence des avocats.

Elle trouve que cette compétence se disperse de plus en plus, qu'il y a de plus en plus des organismes extérieurs qui viennent apporter leur sensibilité en la matière. Il ne faut dès lors pas oublier cette problématique dans notre évolution législative.

D'autre part, elle remarque certains manques et de nombreuses erreurs de forme qui altèrent parfois le fond du projet. Elle propose d'y revenir lors de la discussion des articles.

M. Coveliens considère également qu'il s'agit d'un bon projet vu que des modifications devaient être apportées. Il estime ainsi, qu'en raison des responsabilités devant lesquelles les huissiers doivent faire face, il est logique qu'un diplôme universitaire soit désormais requis.

Il formule deux remarques :

1. La question de *M. Chevalier* relative au maintien de la profession de notaire ou d'huissier doit être abordée en tenant compte du fait qu'il s'agit de professions dualistes. Ce sont à la fois des autorités publiques et des professions libérales qui en raison de leur nomination bénéficient d'un monopole. Tenant compte de cette contradiction, il y a lieu de réfléchir à la place que les notaires et les huissiers doivent occuper dans notre société.

2. Ce texte, comme d'autres textes relatifs aux magistrats ou encore à certains fonctionnaires contient des conditions de domiciliation. Comme le *Moniteur belge* est rempli de demandes de dérogation en ce qui concerne le domicile, il se demande s'il ne serait pas opportun de supprimer cette condition. La

Volgens hem behoort het ambt van gerechtsdeurwaarder te worden teruggebracht tot wat het eigenlijk is, met name een dienst van justitie. Een aantal door gerechtsdeurwaarders uitgevoerde taken zouden hen derhalve kunnen worden onttrokken. Ons rechtsbestel houdt te veel ambten zoals dat van notaris of gerechtsdeurwaarder in stand, hoewel die overbodig zijn geworden. Wat de gerechtsdeurwaarders betreft, zouden de griffies een aantal taken kunnen overnemen, zodat de burgers minder zouden hoeven te betalen.

Bijgevolg vraagt hij de Regering zich te beraden over de omschrijving van de taak van de gerechtsdeurwaarders en over het behoud van het notarisambt.

Zelf meent hij dat dit laatste ambt aan de vooravond van de 21ste eeuw opgeheven kan worden.

Mevrouw Onkelinx vindt dat het ontwerp interessant en degelijk is omdat het statuut van gerechtsdeurwaarder behoorde te worden gemoderniseerd. Aanvullende toegangsvoorwaarden worden ingevoerd, zoals het feit dat menhouder moet zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten (artikel 1). Hoewel zij die bijkomende voorwaarde positief acht, wil zij niet dat men geleidelijk, via opeenvolgende wetswijzigingen, de opvatting ingang zou doen vinden dat alles wat het juridisch bestel en informatie aangaat niet tot de bevoegdheid van de advocaten hoeft te behoren.

Zij vindt dat deze bevoegdheid steeds meer ver-snipperd raakt, dat er steeds meer externe organen ter zake hun klemtoon leggen. In de ontwikkeling van onze wetgeving mag men dat probleem derhalve niet uit het oog verliezen.

Voorts merkt zij bepaalde tekortkomingen en tal van formele fouten op die soms de kern van het ontwerp aantasten. Zij stelt voor daarop tijdens de artikelsgewijze bespreking terug te komen.

Ook *de heer Coveliens* vindt het een degelijk ontwerp omdat wijzigingen onontbeerlijk waren. Hij acht het aldus logisch dat voortaan een universitair diploma vereist wordt, gelet op de verantwoordelijkheid van de gerechtsdeurwaarders.

Hij maakt twee opmerkingen.

1. Bij de vraag van *de heer Chevalier* over het behoud van het beroep van notaris en gerechtsdeurwaarder moet men rekening houden met het feit dat het om een tweeledig beroep gaat : het is tegelijk een openbaar ambt en een vrij beroep dat, doordat de uitoefenaars ervan benoemd zijn, over een monopoliepositie beschikt. Rekening houdend met die tegenstelling hoort men na te denken over de plaats die de notarissen en de gerechtsdeurwaarders in onze samenleving innemen.

2. Net als andere teksten betreffende de magistraten of bepaalde ambtenaren, bevat deze tekst voorwaarden inzake woonplaats. Aangezien in het *Belgisch Staatsblad* zeer veel afwijkingen van de woonplaatsvoorwaarde worden bekendgemaakt, vraagt hij zich af of het niet aangewezen ware die

seule préoccupation doit être que l'huissier puisse instrumenter dans les délais sans qu'une condition de domicile soit requise.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Votre rapporteur dépose un amendement n° 1 qui tend à supprimer le mot « accomplis » vu son caractère superflu.

M. Beaufays émet trois remarques de texte :

1. A la place de l'expression « pouvoir présenter » visée au 3°, il se demande s'il ne serait pas préférable d'inscrire « être porteur » ou encore « présenter ».

2. L'expression « le service militaire et le service civil ne sont pas censés avoir interrompu le stage » visée au 5° pourrait être améliorée par « le service militaire et le service civil ne sont pas une cause d'interruption mais seulement de suspension du stage. »

3. La dernière phrase de l'article « D'autres circonstances graves qui entraînent une interruption inévitable du stage peuvent également être considérées par le Roi comme ne constituant pas une interruption du stage. », serait avantageusement remplacée par « le Roi détermine les autres causes de suspension du stage. »

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes ne peut marquer son accord sur cette troisième remarque vu qu'elle modifie la décision individuelle du Roi en une règle générale.

Mme Onkelinx demande des précisions en ce qui concerne la période de stage commencée avant un service civil.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes rappelle que le 5° prévoit que le service civil n'est pas censé avoir interrompu le stage. En conséquence, la période prestée avant le service civil entre en considération pour le calcul de la durée du stage.

*
* * *

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité.
L'article 1^{er} ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 2

L'amendement n° 2 de votre rapporteur vise à supprimer les mots « il s'avère que » à l'alinéa 4 vu leur caractère surabondant. (Doc. 1564/2).

voorwaarde te schrappen. Het enige wat telt is dat de gerechtsdeurwaarder binnen de gestelde termijnen kan optreden, zonder dat een voorwaarde inzake woonplaats wordt gesteld.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Uw rapporteur dient een amendement n° 1 in dat het woord « volle » wil weglaten omdat het overbodig is (Stuk n° 1564/2).

De heer Beaufays heeft drie opmerkingen over de tekst.

1. Hij vraagt zich af of men in het 3°, in plaats van de uitdrukking « kunnen voorleggen », niet beter de uitdrukking « houder zijn van » of nog « voorleggen » zou invoegen.

2. De uitdrukking « de legerdienst en de burgerdienst worden niet geacht de stage te hebben onderbroken » zou in het 5° verbeterd kunnen worden als volgt : « de legerdienst en de burgerdienst onderbreken niet de stage, maar schorten haar alleen op ».

3. De laatste volzin van het artikel, namelijk « Ook andere, zwaarwichtige omstandigheden die tot onvermijdelijke onderbreking van de stage leiden, kunnen door de Koning worden geacht niet te gelden als een onderbreking van de stage » zou beter vervangen worden door « De Koning bepaalt de overige redenen die de stage opschorten ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand kan zich niet bij die derde opmerking aansluiten omdat zulks de individuele beslissing van de Koning in een algemene regel omzet.

Mevrouw Onkelinx vraagt verduidelijking omtrent de stageperiode die vóór een burgerdienst werd aangevat.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand memoreert dat punt 5° stelt dat de burgerdienst niet wordt geacht de stage te hebben onderbroken. De periode waarin vóór de burgerdienst prestaties werden verricht, komt bijgevolg in aanmerking voor de berekening van de stageduur.

*
* * *

Amendement n° 1 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Amendement n° 2 van uw rapporteur wil in het vierde lid de woorden « blijkt dat » weglaten omdat die volgens hem totaal overbodig zijn (Stuk n° 1564/2).

M. Beaufays, afin d'éviter une redite au troisième et quatrième alinéa, propose d'inscrire un seul troisième alinéa en ces termes :

« Le candidat stagiaire doit :

— être porteur du diplôme de docteur ou de licencié en droit sauf dérogation accordée par le jury si le candidat a exercé pendant cinq ans au moins des responsabilités dans une étude d'huissier de justice.

— être porteur du certificat visé à l'article 510, 3°. »

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes rejette cette suggestion de texte car elle modifie le fond de l'article. Elle ne reprend en effet pas l'idée que le stage ne peut avoir lieu pendant les études.

En outre, la dérogation accordée par le jury ne porte pas sur la condition du diplôme mais bien sur la période du stage effectuée pendant les études;

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité.
L'article 2 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 3

Mme Onkelinx dépose un amendement n° 13 qui a pour objectif d'organiser les droits de la défense du candidat huissier (Doc. 1564/2).

Pour Mme Onkelinx le projet ne dispose pas que le candidat huissier puisse prendre connaissance des avis dont le ministre s'entoure pour prendre sa décision de nomination. Son amendement organise dès lors sa défense. Il prévoit également les délais dans lesquels les avis doivent être pris.

Votre rapporteur dépose également un amendement n° 3 comprenant deux améliorations de texte. Il propose ainsi de reformuler l'alinéa 1^{er} de façon plus claire et de remplacer dans le texte néerlandais le mot « bekwaamheden » par son singulier « bekwaamheid ».

Cependant, suite à l'amendement n° 13 déposé par Mme Onkelinx, il retire son amendement moyennant l'ajout au paragraphe 1^{er} de l'amendement n° 13 des mots « également par recommandé » en ce qui concerne l'envoi de la copie de la requête.

L'amendement n° 13 est adopté à l'unanimité.
L'article 3, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Om in het derde en het vierde lid niet in nodeloze herhalingen te vervallen stelt de heer Beaufays een enkel derde lid voor, dat als volgt zou luiden :

« De kandidaat stagiair dient :

— houder te zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten behoudens afwijking toegestaan door de Commissie die met de homologatie van de stage belast is indien de kandidaat ten minste vijf jaar een verantwoordelijke opdracht in een gerechtsdeurwaarderkantoor heeft waargenomen;

— houder te zijn van het getuigschrift als bepaald in artikel 510, 3°. »

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand wijst de gesuggereerde tekstwijziging af want zij zou de inhoud van het artikel veranderen. In die nieuwe tekst zou immers niet meer worden gezegd dat de stage niet tijdens de studietijd mag plaatshebben.

Bovendien slaat de door de Commissie toegestane afwijking niet op de voorwaarde van diplomabezit maar wel op de tijdens de studietijd volbrachte stageperiode.

Amendement n° 2 wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

Mevrouw Onkelinx dient een amendement n° 13 in met de bedoeling de rechten van de verdediging van de kandidaat-gerechtsdeurwaarder te organiseren (Stuk n° 1564/2).

Volgens mevrouw Onkelinx wordt in het ontwerp niet bepaald dat de kandidaat-gerechtsdeurwaarder inzage kan nemen van de adviezen die de Minister inwint Alvorens te beslissen om de kandidaat te benoemen. Haar amendement organiseert derhalve de verdediging van de kandidaat en het stelt ook de termijnen vast waarbinnen de adviezen moeten worden ingewonnen.

Uw rapporteur dient bovendien een amendement n° 3 in, dat twee tekstverbeteringen bevat. Hij stelt voor het eerste lid duidelijker te formuleren en in de Nederlandse tekst het woord « bekwaamheden » te vervangen door het enkelvoud « bekwaamheid ».

Omdat mevrouw Onkelinx reeds een amendement n° 13 ingediend heeft trekt uw rapporteur echter zijn eigen amendement in mits in § 1 van amendement n° 13, tussen de woorden « en zendt » en de woorden « een afschrift ervan », de woorden « eveneens bij een ter post aangetekende brief » worden ingevoegd.

Amendement n° 13 wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

Votre rapporteur, par son amendement n° 4, propose de supprimer l'alinéa 2 de l'article 6 pour l'ajouter à l'article 4 étant donné que tous deux traitent de la compétence territoriale (Doc. n° 1564/2).

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité.
L'article 4 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 5

L'article 5 est adopté à l'unanimité.

Art. 6

L'amendement n° 5 de *votre rapporteur* supprime le deuxième alinéa de cet article en raison de l'amendement n° 4 déposé à l'article 4.

Votre rapporteur propose en outre de corriger le texte néerlandais de l'alinéa 5 en remplaçant le mot « vorderingen » par « verordeningen » (Doc. n° 1564/2).

Mme Onkelinx demande la signification concrète des termes « sauf dispositions légales contraires ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice précise qu'il s'agit des dispositions du code judiciaire.

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité.
L'article 6 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Arts. 7 et 8

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 9

L'amendement n° 6 de *votre rapporteur* vise à supprimer le second alinéa de cet article étant donné l'inexistence de l'article 585, 8° auquel cet alinéa renvoie (Doc. n° 1564/2).

L'amendement n° 6 est adopté à l'unanimité.
L'article 9 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 10

Votre rapporteur dépose un amendement n° 7 qui vise à compléter le 2° par les mots « troisième alinéa » (Doc. n° 1564/2).

Art. 4

Met zijn amendement n° 4 stelt *uw rapporteur* voor het tweede lid van artikel 6 weg te laten en het aan artikel 4 toe te voegen aangezien die artikelen allebei betrekking hebben op de territoriale bevoegdheid (Stuk n° 1564/2)

Amendement n° 4 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt eenparig aangenomen.

Art. 5

Artikel 5 wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

Amendment n° 5 van *uw rapporteur* wil het tweede lid van dit artikel weglaten aangezien er op artikel 4 een amendement n° 4 werd ingediend.

Voorts stelt *uw rapporteur* voor de Nederlandse tekst van het zesde lid te verbeteren door het woord « vorderingen » te vervangen door het woord « verordeningen » (Stuk n° 1564/2).

Mevrouw Onkelinx vraagt wat bedoeld wordt met de woorden « Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand antwoordt dat het hier om de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek gaat.

Amendement n° 5 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 6 wordt eenparig aangenomen.

Arts. 7 en 8

Die artikelen worden eenparig aangenomen.

Art. 9

Amendment n° 6 van *uw rapporteur* beoogt het tweede lid van dit artikel weg te laten aangezien artikel 585, 8°, waarnaar dat lid verwijst, niet blijkt te bestaan (Stuk n° 1564/2).

Amendement n° 6 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 9 wordt eenparig aangenomen.

Art. 10

Uw rapporteur dient een amendment n° 7 in, dat de aanhef van het 2° wil vervangen door wat volgt : « het derde en het vierde lid worden vervangen als volgt » (Stuk n° 1564/2).

L'amendement n° 7 est adopté à l'unanimité.
L'article 10 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 11

L'amendement n° 8 de votre *rapporiteur* tend à supprimer l'article 11 vu l'inexistence des articles 585, 8° et 524, 2^{ème} alinéa auxquels il renvoie (Doc. n° 1564/2).

L'amendement n° 8 est adopté à l'unanimité.

Art. 12

Votre rapporteur dépose un amendement n° 9 qui tend à reformuler le deuxième alinéa sur un plan technique étant donné que c'est le Roi qui établit les règles en la matière.

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité.
L'article 12 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 13

Le Président signale que la Chambre a récemment voté sa proposition de loi tendant notamment à entendre en audience publique les affaires disciplinaires devant le Conseil de l'ordre des avocats (Doc. n° 1445/1 à 3, 1990/1991).

Il demande si une solution identique est prévue pour les huissiers de justice étant donné que l'article 14 ne prévoit les débats en audience publique qu'au niveau de l'appel (art. 531*quinquies*).

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice précise que cette question suppose une lecture comparée quant au fond de la proposition de loi de M. le Président Mottard et des dispositions du projet relatives à la discipline des huissiers de justice. En outre, il y a lieu d'examiner si la procédure retenue par le projet répond aux prescrits de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme. Pour rendre le texte compatible avec cette préoccupation et dans un souci d'harmonisation avec la proposition de loi citée, le gouvernement dépose un amendement n° 14 tendant à modifier le texte dans la perspective de la publicité des audiences sauf dans un certain nombre d'hypothèses exceptionnelles où le huis clos est permis. Il s'agit des hypothèses autorisées par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme.

L'amendement n° 14 est adopté à l'unanimité.
L'article 14 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Amendement n° 7 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 10 wordt eenparig aangenomen.

Art. 11

Het amendement n° 8 van uw *rapporiteur* wil artikel 11 weglaten omdat de artikelen 585, 8°, en 524, tweede lid, waarnaar verwezen wordt, niet bestaan (Stuk n° 1564/2).

Amendement n° 8 wordt eenparig aangenomen.

Art. 12

Uw rapporteur dient een amendement n° 9 in, dat het tweede lid op technisch vlak anders wil formuleren aangezien de Koning ter zake de regels vaststelt (Stuk n° 1564/2).

Amendement n° 9 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 12 wordt eenparig aangenomen.

Art. 13

De Voorzitter stelt dat de Kamer onlangs zijn wetsvoorstel dat met name de tuchtzaken in openbare terechting van de Raad van de Orde van advocaten behandeld wil zien (Stuk n° 1445/1 tot 3, 1990/1991), heeft aangenomen.

Hij vraagt of dezelfde oplossing voor de gerechtsdeurwaarders in uitzicht wordt gesteld aangezien artikel 14 bepaalt dat alleen debatten in hoger beroep in openbare terechting worden gehouden (art. 531*quinquies*).

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie preciseert dat dit vraagstuk inhoudelijk een vergelijkende lectuur vergt van het wetsvoorstel van voorzitter Mottard en van de bepalingen uit het ontwerp betreffende de tuchtregeling van de gerechtsdeurwaarders. Voorts moet nagegaan worden of de door het ontwerp gekozen procedure beantwoordt aan het bepaalde van artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. Om de tekst in overeenstemming te brengen met die bekommernis en om het met het wetsvoorstel tot harmonisatie te laten komen, dient de Regering een amendement n° 14 in dat de tekst wil wijzigen met het oog op de openbaarheid van de terechtingen, behalve in een aantal uitzonderlijke gevallen waarin het toegestaan is met gesloten deuren te werken. Het gaat om de gevallen die door het Verdrag voor de bescherming van de rechten van de mens toegestaan worden.

Amendement n° 14 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 13 wordt eenparig aangenomen.

Art. 14

Votre rapporteur dépose un amendement n° 10 visant à améliorer la rédaction de cet article (Doc. n° 1564/2). Il propose ainsi de supprimer à l'article 531bis dans le texte français les mots « d'être frappé » vu leur caractère surabondant. Aux alinéas deux et six de ce même article, il demande de modifier le terme « intéressée » par « compétente ». Enfin, le mot « notifiée » au deuxième alinéa de l'article 531ter devrait être remplacé par « signifiée ».

Pour les mêmes raisons qu'à l'article 13, *le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes* dépose un amendement n° 15.

L'amendement n° 10 est adopté à l'unanimité.
L'amendement n° 15 est adopté à l'unanimité.
L'article 14 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 15

L'article 15 est adopté à l'unanimité.

Art. 16

Mme Onkelinx fait remarquer qu'il y a lieu d'indiquer « secrétaire du conseil de la Chambre d'arrondissement » au lieu du « secrétaire de la chambre d'arrondissement ».

Elle demande par ailleurs si l'emploi du mot « notification » est correct.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice se déclare d'accord pour la modification de texte proposée.

En ce qui concerne l'emploi du terme « notification », il rappelle que l'article 32, 2°, du code judiciaire définit la notification comme étant « l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie; elle a lieu par la poste, ou, dans les cas déterminés par la loi, suivant les formes que celle-ci prescrit. »

En l'espèce, ces formes sont prescrites à l'article 531ter : la requête est adressée sous pli recommandé ou remise contre accusé de réception au secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement. En conséquence, il y a lieu de maintenir le mot « notification ».

L'article 16, moyennant l'ajout des mots « du conseil » est adopté à l'unanimité.

Art. 14

Uw rapporteur dient een amendement n° 10 in dat een betere formulering van dat artikel beoogt (Stuk n° 1564/2). Hij stelt voor, in de Franse tekst van artikel 531bis, de woorden « d'être frappée » weg te laten aangezien ze overbodig zijn. Hij vraagt in het tweede en het zesde lid van datzelfde artikel de woorden « betrokken » te vervangen door het woord « bevoegde ». Tot slot zou het woord « kennisgeving » in het eerste lid van artikel 531ter moeten worden vervangen door het woord « betekening ».

Om dezelfde redenen als die welke hij voor artikel 13 heeft aangevoerd, stelt de *Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand* een amendement n° 15 voor.

Amendement n° 10 wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 15 wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 14 wordt eenparig aangenomen.

Art. 15

Artikel 15 wordt eenparig aangenomen.

Art. 16

Mevrouw Onkelinx merkt op dat er moet staan « secretaris van de raad van de arrondissementskamer » in plaats van « secretaris van de arrondissementskamer ».

Zij vraagt overigens of de term « kennisgeving » hier correct gebruikt is.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stemt ermee in de tekst in de voorgestelde zin te wijzigen.

In antwoord op de vraag met betrekking tot het gebruik van het woord « kennisgeving » herinnert hij eraan dat artikel 32, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek het begrip « kennisgeving » omschrijft als zijnde « de toezending van een akte van rechtspleging in origineel of in afschrift; zij geschiedt langs de post of, in de gevallen die de wet bepaalt, in de vormen die deze voorschrijft ».

In dit geval worden de vormen vastgesteld in het voorgestelde artikel 531ter : het « verzoekschrift wordt bij een ter post aangetekende brief gericht of tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de secretaris van de raad van de arrondissementscommissaris ». Dientengevolge moet de term « kennisgeving » worden gehandhaafd.

Artikel 16 wordt, na invoeging van de woorden « van de raad », eenparig aangenomen.

Art. 17

L'amendement n° 11 de *votre rapporteur* tend à corriger une erreur matérielle en remplaçant « l'article 547, deuxième alinéa » par « premier alinéa ».

L'amendement n° 11 est adopté à l'unanimité.
L'article 17 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Artt. 18 et 19

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 20

Mme Onkelinx demande des explications sur les termes « directives » et « recommandations ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice fait valoir que la difficulté consiste dans une évolution fondamentale des prérogatives qui sont reconnues à la Chambre nationale des huissiers de justice. Actuellement, cette Chambre procède uniquement par voie de recommandations. Elle n'a donc aucune compétence contraignante sauf en matière disciplinaire. Ainsi par exemple, en application de l'article 38 du Code judiciaire, la Chambre nationale invite les huissiers de justice à éviter les significations auprès du procureur du Roi. En utilisant le mot directive, on passe à une étape plus lointaine qui veut accorder un caractère contraignant à certaines décisions prises par la Chambre nationale des huissiers de justice. Cet élément nouveau doit être examiné avec les compétences d'autres ordres et notamment celui des notaires et des avocats.

Ainsi, l'article 435 du Code judiciaire autorise le barreau à créer des obligations en matière de stage. Il a également une compétence obligatoire en ce qui concerne le paiement des cotisations.

En conséquence, tout comme ces ordres, la Chambre nationale des huissiers de justice veut pouvoir disposer de ce type de compétences mais le *Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes* tient à souligner l'évolution fondamentale que cela représente.

L'article 20 est adopté à l'unanimité.

Art. 21

Votre rapporteur dépose un amendement n° 12 portant sur une amélioration de texte. Il tend ainsi à supprimer le mot « néanmoins ».

L'amendement n° 12 est adopté à l'unanimité.
L'article 21 ainsi amendé est adopté à l'unanimité.

Art. 17

Amendement n° 11 van *uw rapporteur* strekt ertoe een materiële fout te corrigeren, door de woorden « artikel 547, tweede lid » te vervangen door de woorden « artikel 547, eerste lid ».

Amendement n° 11 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 17 wordt eenparig aangenomen.

Artt. 18 en 19

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Art. 20

Mevrouw Onkelinx vraagt uitleg over de term « richtlijnen » en de term « aanbevelingen ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie geeft te kennen dat dit onderscheid verband houdt met de fundamentele ontwikkelingen inzake de aan de Nationale Kamer der Gerechtsdeurwaarders toegekende prerogatieven. Thans doet deze Kamer alleen aanbevelingen, en heeft zij dus, behoudens in tuchtzaken, geen dwingende bevoegdheid. Overeenkomstig artikel 38 van het Gerechtelijk Wetboek verzoekt de Nationale Kamer de gerechtsdeurwaarders aan de procureurs des Konings gerichte betrekkingen te voorkomen. Door de term « richtlijn » te gebruiken wordt een stap verder gezet, waarbij aan sommige door de Nationale Kamer der Gerechtsdeurwaarders genomen beslissingen een dwingend karakter wordt verleend. Deze nieuwigheid moet in verband worden gebracht met de bevoegdheden van de overige orden, en met name van die van notarissen en van advocaten.

Overeenkomstig artikel 435 van het Gerechtelijk Wetboek bijvoorbeeld is de Orde van advocaten bevoegd tot het vaststellen van de stageverplichtingen. Voorts beschikt de Orde over een dwingende bevoegdheid inzake de betaling van de bijdragen.

Dientengevolge wenst de Nationale Kamer der Gerechtsdeurwaarders naar het voorbeeld van deze orden over dit soort bevoegdheden te kunnen beschikken. Niettemin wijst de *Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie* op de fundamentele wijziging die zulks meebrengt.

Artikel 20 wordt eenparig aangenomen.

Art. 21

Uw rapporteur dient een amendement n° 12 in dat ertoe strekt de tekst te verbeteren, door het woord « Nochtans » weg te laten.

Amendement n° 12 wordt eenparig aangenomen.
Het aldus gewijzigde artikel 21 wordt eenparig aangenomen.

Art. 22

Mme Onkelinx signale qu'il y a lieu de corriger la référence faite aux deux derniers alinéas à l'article 510, 4°, par 510, 5°.

L'article 22 moyennant la correction de l'article 510, « 4° » par « 5° » aux deux derniers alinéas, est adopté à l'unanimité.

*
* *

Le projet ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

P. DUMEZ

Le Président,

J. MOTTARD

Art. 22

Mevrouw Onkelinx wijst erop dat de in de laatste twee leden opgenomen verwijzing naar artikel 510, 4°, moet worden vervangen door de verwijzing naar artikel 510, 5°.

Nadat in de laatste twee leden de verwijzing « artikel 510, 4°, » is vervangen door de verwijzing « artikel 510, 5°, », wordt artikel 22 eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus gewijzigde wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

P. DUMEZ

De Voorzitter,

J. MOTTARD

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**Article 1^{er}**

L'article 510 du Code judiciaire, modifié par la loi du 6 juillet 1979, est remplacé comme suit :

« Article 510. — Pour pouvoir être nommé huissier de justice, il faut :

- 1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;
- 2° être porteur d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit;
- 3° pouvoir présenter un certificat de moralité et de bonne conduite délivré par l'administration communale du lieu du domicile;
- 4° avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 5° avoir fait dans une ou plusieurs études d'huisser de justice un stage effectif homologué de deux années entières non interrompues; le service militaire et le service civil ne sont pas censé avoir interrompu le stage. D'autres circonstances graves qui entraînent une interruption inévitable du stage peuvent également être considérées par le Roi comme ne constituant pas une interruption du stage. »

Art. 2

L'article 511 du même Code est remplacé comme suit :

« Article 511. — Le Roi fixe les modalités d'organisation du stage, la composition et le fonctionnement du jury appelé à homologuer le stage.

Le candidat au stage doit faire son stage chez un ou plusieurs huissiers de justice exerçant la profession d'huissier de justice titulaire depuis au moins trois années complètes.

Le candidat-stagiaire doit être porteur du diplôme de docteur ou de licencié en droit et doit pouvoir produire le certificat prévu à l'article 510, 3°.

Le stage ne peut avoir lieu pendant les études conduisant à l'obtention des diplômes prévus au troisième alinéa et le candidat-stagiaire doit d'abord être porteur de l'un de ces diplômes. Le jury peut accorder une dérogation s'il s'avère que le candidat-stagiaire a exercé pendant cinq ans au moins des responsabilités dans une étude d'huissier de justice. »

Art. 3

L'article 512 du même Code, modifié par la loi du 23 novembre 1984, est remplacé comme suit :

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**Artikel 1**

Artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1979, wordt vervangen als volgt:

« Artikel 150. — Om tot gerechtsdeurwaarder benoemd te kunnen worden moet men :

- 1° volle vijfentwintig jaar oud zijn;
- 2° houder zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten;
- 3° een getuigschrift kunnen voorleggen van goed zedelijk gedrag, uitgereikt door het gemeentebestuur van de woonplaats;
- 4° aan de eisen van de dienstplichtwetten hebben voldaan;
- 5° in één of meer gerechtsdeurwaarderkantoren een effectieve gehomologeerde stage hebben doorgeemaakt van twee volle jaren zonder onderbreking; de legerdienst en de burgerdienst worden niet geacht de stage te hebben onderbroken. Ook andere, zwaarwichtige omstandigheden die tot onvermijdelijke onderbreking van de stage leiden, kunnen door de Koning worden geacht niet te gelden als een onderbreking van de stage. »

Art. 2

Artikel 511 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 511. — De Koning bepaalt de wijze waarop de stage wordt georganiseerd, en de samenstelling en de werking van de commissie die met de homologatie van de stage belast is.

De kandidaat-stagiair moet zijn stage doormaken bij één of meer gerechtsdeurwaarders die zelf minstens drie volle jaren het beroep van gerechtsdeurwaarder als titularis hebben uitgeoefend.

De kandidaat-stagiair dient houder te zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten en moet een getuigschrift kunnen voorleggen als bepaald in artikel 510, 3°.

De stage mag niet plaatshebben tijdens de studietijd voor het verkrijgen van de in het derde lid bepaalde diploma's en de kandidaat-stagiair moet eerst houder zijn van een van die diploma's. De Commissie kan een afwijking toestaan indien blijkt dat de kandidaat-stagiair minstens vijf jaar een verantwoordelijke opdracht in een gerechtsdeurwaarderkantoor heeft waargenomen. »

Art. 3

Artikel 512 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Article 1^{er}

L'article 510 du Code judiciaire, modifié par la loi du 6 juillet 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« *Article 510.* — Pour pouvoir être nommé huissier de justice, il faut :

- 1° être âgé de vingt-cinq ans;
- 2° être porteur d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit;
- 3° pouvoir présenter un certificat de moralité et de bonne conduite délivré par l'administration communale du lieu du domicile;
- 4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° avoir fait dans une ou plusieurs études d'huissier de justice un stage effectif homologué de deux années entières non interrompues; le service militaire et le service civil ne sont pas censé avoir interrompu le stage. D'autres circonstances graves qui entraînent une interruption inévitable du stage peuvent également être considérées par le Roi comme ne constituant pas une interruption du stage. »

Art. 2

L'article 511 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« *Article 511.* — Le Roi fixe les modalités d'organisation du stage, la composition et le fonctionnement du jury appelé à homologuer le stage.

Le candidat au stage doit faire son stage chez un ou plusieurs huissiers de justice exerçant la profession d'huissier de justice titulaire depuis au moins trois années complètes.

Le candidat-stagiaire doit être porteur du diplôme de docteur ou de licencié en droit et doit pouvoir produire le certificat prévu à l'article 510, 3°.

Le stage ne peut avoir lieu pendant les études conduisant à l'obtention des diplômes prévus au troisième alinéa et le candidat-stagiaire doit d'abord être porteur de l'un de ces diplômes. Le jury peut accorder une dérogation si le candidat-stagiaire a exercé pendant cinq ans au moins des responsabilités dans une étude d'huissier de justice. »

Art. 3

L'article 512 du même Code, modifié par la loi du 23 novembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Artikel 1

Artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *Artikel 510.* — Om tot gerechtsdeurwaarder benoemd te kunnen worden moet men :

- 1° vijfentwintig jaar oud zijn;
- 2° houder zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten;
- 3° een getuigschrift kunnen voorleggen van goed zedelijk gedrag, uitgereikt door het gemeentebestuur van de woonplaats;
- 4° aan de eisen van de dienstplichtwetten hebben voldaan;

5° in één of meer gerechtsdeurwaarderkantoren een effectieve gehomologeerde stage hebben doorgeemaakt van twee volle jaren zonder onderbreking; de legerdienst en de burgerdienst worden niet geacht de stage te hebben onderbroken. Ook andere, zwaarwichtige omstandigheden die tot onvermijdelijke onderbreking van de stage leiden, kunnen door de Koning worden geacht niet te gelden als een onderbreking van de stage. »

Art. 2

Artikel 511 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *Artikel 511.* — De Koning bepaalt de wijze waarop de stage wordt georganiseerd, alsmede de samenstelling en de werking van de commissie die met de homologatie van de stage belast is.

De kandidaat-stagiair moet zijn stage doormaken bij één of meer gerechtsdeurwaarders die zelf minstens drie volle jaren het beroep van gerechtsdeurwaarder als titularis hebben uitgeoefend.

De kandidaat-stagiair dient houder te zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten en moet een getuigschrift kunnen voorleggen als bepaald in artikel 510, 3°.

De stage mag niet plaatshebben tijdens de studietijd voor het verkrijgen van de in het derde lid bepaalde diploma's en de kandidaat-stagiair moet eerst houder zijn van één van die diploma's. De commissie kan een afwijking toestaan indien de kandidaat-stagiair minstens vijf jaar een verantwoordelijke opdracht in een gerechtsdeurwaarderkantoor heeft waargenomen. »

Art. 3

Artikel 512 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 23 november 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

« Article 512. — Le candidat à une place d'huissier de justice adresse sa requête par lettre recommandée à la poste au président de la Chambre nationale des huissiers de justice et une copie de celle-ci ainsi que son dossier comprenant les documents prouvant qu'il remplit les conditions prévues à l'article 510, au syndic-président du conseil de la chambre d'arrondissement dans lequel il demande sa nomination.

Dans les deux mois de la réception de la lettre recommandée, le syndic adresse au président de la Chambre nationale des huissiers de justice un dossier contenant les documents suivants :

- 1° les dossiers des candidats;
- 2° l'avis motivé du conseil de la chambre d'arrondissement sur les mérites et aptitudes des candidats.

Dans le mois de la réception, le président de la Chambre nationale adresse au ministre de la Justice le dossier ainsi constitué; le ministre de la Justice, après avoir pris les avis du procureur général et du procureur du Roi, propose au Roi la nomination d'un candidat.

Le Roi fixe la procédure et les règles qui assurent la continuité de l'étude, en cas de démission, de décès, de suspension ou de destitution.

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

« Artikel 512. — De kandidaat voor een functie van gerechtsdeurwaarder richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief tot de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders en zendt een afschrift ervan samen met zijn dossier, bevattende de documenten die staven dat hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 510, aan de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer waar hij solliciteert.

Binnen twee maanden na ontvangst van de aangetekende brief zendt de syndicus aan de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders een dossier met de volgende stukken :

- 1° de dossiers van de kandidaten;
- 2° het met redenen omkleed advies van de raad van de arrondissementskamer over de verdiensten en de bekwaamheden van de kandidaten.

Binnen de maand na ontvangst zendt de voorzitter van de Nationale Kamer het aldus samengesteld dossier over aan de Minister van Justitie, die na het advies van de Procureur-Generaal en van de Procureur des Konings te hebben ingewonnen, een kandidaat ter benoeming aan de Koning voordraagt.

De Koning bepaalt de procedure en de regels voor de voortzetting van het deurwaarderskantoor in geval van ontslag, overlijden, schorsing of afzetting. »

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

« Art. 512 — § 1er. Le candidat à une place d'huissier de justice adresse sa requête par lettre recommandée à la poste au ministre de la Justice et au président de la Chambre nationale des huissiers de justice et également par recommandé une copie de celle-ci, ainsi que son dossier comprenant les documents prouvant qu'il remplit les conditions prévues à l'article 510, au syndic-président du Conseil de la Chambre d'arrondissement dans lequel il demande sa nomination.

§ 2. Le ministre de la Justice recueille l'avis motivé du procureur général, du procureur du Roi et du Conseil de la chambre d'arrondissement sur les mérites et aptitudes du candidat.

Le syndic-président du conseil de la chambre d'arrondissement transmet dès réception copie de la demande d'avis au président de la Chambre nationale des huissiers de justice.

§ 3. Les avis sont notifiés au candidat. Celui-ci dispose alors d'un délai de 10 jours pour saisir les autorités consultées de ses observations et demander à être entendu, assisté le cas échéant d'un conseil qu'il choisira.

L'avis définitif rendu par le conseil de la chambre d'arrondissement est transmis au président de la Chambre nationale des huissiers de justice.

Les avis définitifs sont communiqués au ministre de la Justice respectivement par le procureur général, le procureur du Roi et le président de la Chambre nationale des huissiers de justice, ou par leur représentant délégué, dans les 40 jours suivants la réception de la demande d'avis ou, si l'intéressé a fait usage de la possibilité prévue à l'alinéa 1^{er} du § 3, dans les 30 jours suivant soit la réception de ses observations, soit son audition par les autorités consultées.

Dans le même temps, le président de la Chambre nationale des huissiers de justice transmet le dossier du candidat constitué par le syndic-président, au ministre de la Justice.

§ 4. Après avoir reçu l'ensemble des avis définitifs et du dossier, le ministre de la Justice propose au Roi la nomination d'un candidat.

§ 5. Le Roi fixe la procédure et les règles qui assurent la continuité de l'étude, en cas de démission, de décès, de suspension ou de destitution ».

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

« Art. 512. — § 1. De kandidaat voor een ambt van gerechtsdeurwaarder richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief tot de Minister van Justitie en tot de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders en zendt eveneens aangetekend een afschrift ervan samen met zijn dossier, bevattende de documenten die staven dat hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 510, aan de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer waar hij solliciteert.

§ 2. De Minister van Justitie wint het met redenen omkleed advies van de procureur-generaal, van de procureur des Konings en van de raad van de arrondissementskamer in over de verdiensten en de bekwaamheid van de kandidaten.

Na ontvangst van de aanvraag om advies zendt de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer een afschrift van de aanvraag over aan de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders.

§ 3. De kandidaat wordt in kennis gesteld van de adviezen. Hij beschikt over een termijn van 10 dagen om zijn opmerkingen aan de om advies gevraagde instanties voor te leggen en te vragen gehoord te worden, in voorkomend geval bijgestaan door een raadsman van zijn keuze.

Het definitieve advies van de raad van de arrondissementskamer wordt aan de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders overgezonden.

De definitieve adviezen worden aan de Minister van Justitie medegedeeld, door respectievelijk de procureur-generaal, de procureur des Konings en de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders, of door hun gemachtigde vertegenwoordiger, binnen een termijn van 40 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag om advies, of, indien de betrokken gebruik heeft gemaakt van de in § 3, eerste lid, bedoelde mogelijkheid, binnen een termijn van 30 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van zijn opmerkingen of van de datum waarop hij door de om advies verzochte overheid werd gehoord.

Terzelfdertijd zendt de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders het door de syndicus-voorzitter samengestelde dossier van de kandidaat over aan de Minister van Justitie.

§ 4. Nadat de Minister van Justitie de definitieve adviezen en het dossier heeft ontvangen, draagt hij een kandidaat ter benoeming voor aan de Koning.

§ 5. De Koning bepaalt de procedure en de regels voor de voortzetting van het deurwaarderskantoor in geval van ontslag, overlijden, schorsing of afzetting.

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

Art. 4

L'article 513 du même Code est remplacé comme suit :

« Article 513. — L'arrondissement judiciaire dans lequel l'huissier de justice instrumentera et sera tenu d'établir son étude est déterminé par l'arrêté royal de nomination.

L'huissier de justice ne peut avoir qu'une étude qui sera établie dans la commune désignée par le ministre de la Justice. Cette désignation peut être modifiée à la requête de l'intéressé. »

Art. 5

A l'article 515, alinéa premier, du même Code, les mots « du conseil permanent de la Chambre nationale » sont insérés entre les mots « du procureur du Roi » et les mots « et du conseil de la chambre d'arrondissement des huissiers de justice ».

Art. 6

L'article 516 du même Code est remplacé comme suit :

« Article 516. — Sauf dispositions légales contraires, seuls les huissiers de justice sont compétents pour dresser et signifier tous exploits et mettre à exécution les décisions de justice ainsi que les actes ou titres en forme exécutoire.

Ils ne peuvent instrumenter que dans les limites de l'arrondissement judiciaire déterminé par l'arrêté royal de nomination.

Ils peuvent être commis pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter; ils peuvent également procéder à des constatations de même nature à la requête de particuliers. Ils effectuent les constatations que nécessitent les missions légales qu'ils accomplissent.

Ils peuvent lever au greffe les expéditions, copies et extraits de toutes pièces de procès et introduire les requêtes que la loi leur permet de signer; ils peuvent aussi, à la demande des avocats des parties, y déposer toutes autres requêtes.

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

Art. 4

Artikel 513 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 513. — Het koninklijk besluit tot benoeming bepaalt in welk gerechtelijk arrondissement de gerechtsdeurwaarder zijn ambt zal uitoefenen en moet kantoor houden.

De gerechtsdeurwaarder mag slechts één kantoor hebben, dat gevestigd wordt in de gemeente die de Minister van Justitie aanwijst. Deze aanwijzing kan worden gewijzigd op verzoek van de betrokkenen. »

Art. 5

In artikel 515, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « van de vaste raad van de Nationale Kamer » ingevoegd tussen de woorden « van de procureur des Konings » en de woorden « en van de raad van de arrondissementenkamer van de gerechtsdeurwaarders ».

Art. 6

Artikel 516 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 516. — Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen zijn alleen de gerechtsdeurwaarders bevoegd tot het opstellen en betekenen van alle exploit en tot het tenuitvoerleggen van alle gerechtelijke beslissingen, akten of titels in uitvoerbare vorm.

Zij mogen hun ambt slechts uitoefenen in het gerechtelijk arrondissement dat bij het koninklijk besluit tot benoeming is bepaald.

Zij kunnen aangesteld worden om vaststellingen te doen van zuiver materiële feiten, zonder enig advies uit te brengen met betrekking tot de gevolgen in feite of in rechte die daaruit zouden kunnen voortvloeien; zij kunnen ook op verzoek van particulieren tot die vaststellingen overgaan. Zij doen ook de vaststellingen die tot de uitoefening van hun ambt behoren.

Zij kunnen ter griffie de uitgiften, afschriften en uittreksels van alle processtukken lichten en de verzoekschriften indienen die zij krachtens de wet kunnen ondertekenen; zij kunnen tevens, op verzoek van de advocaten van de partijen, alle andere verzoekschriften ter griffie neerleggen.

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**Art. 4**

L'article 513 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 513. — L'arrondissement judiciaire dans lequel l'huissier de justice instrumentera et sera tenu d'établir son étude est déterminé par l'arrêté royal de nomination.

L'huissier de justice ne peut avoir qu'une étude qui sera établie dans la commune désignée par le ministre de la Justice. Cette désignation peut être modifiée à la requête de l'intéressé.

L'huissier de justice ne peut instrumenter que dans l'arrondissement judiciaire déterminé par l'arrêté royal de nomination. »

Art. 5

A l'article 515, alinéa premier, du même Code, les mots « du conseil permanent de la Chambre nationale » sont insérés entre les mots « du procureur du Roi » et les mots « et du conseil de la chambre d'arrondissement des huissiers de justice ».

Art. 6

L'article 516 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 516. — Sauf dispositions légales contraires, seuls les huissiers de justice sont compétents pour dresser et signifier tous exploits et mettre à exécution les décisions de justice ainsi que les actes ou titres en forme exécutoire.

Ils peuvent être commis pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter; ils peuvent également procéder à des constatations de même nature à la requête de particuliers. Ils effectuent les constatations que nécessitent les missions légales qu'ils accomplissent.

Ils peuvent lever au greffe les expéditions, copies et extraits de toutes pièces de procès et introduire les requêtes que la loi leur permet de signer; ils peuvent aussi, à la demande des avocats des parties, y déposer toutes autres requêtes.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**Art. 4**

Artikel 513 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 513. — Het koninklijk besluit tot benoeming bepaalt in welk gerechtelijk arrondissement de gerechtsdeurwaarder zijn ambt zal uitoefenen en moet kantoor houden.

De gerechtsdeurwaarder mag slechts één kantoor hebben, dat gevestigd wordt in de gemeente die de Minister van Justitie aanwijst. Deze aanwijzing kan worden gewijzigd op verzoek van de betrokkenen.

De gerechtsdeurwaarder mag zijn ambt slechts uitoefenen in het gerechtelijk arrondissement dat bij het koninklijk besluit tot benoeming is bepaald. »

Art. 5

In artikel 515, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « van de vaste raad van de Nationale Kamer » ingevoegd tussen de woorden « van de procureur des Konings » en de woorden « en van de raad van de arrondissementskamer van de gerechtsdeurwaarders ».

Art. 6

Artikel 516 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 516. — Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen zijn alleen de gerechtsdeurwaarders bevoegd tot het opstellen en betekenen van alle exploit en tot het tenuitvoerleggen van alle gerechtelijke beslissingen, akten of titels in uitvoerbare vorm.

Zij kunnen aangesteld worden om vaststellingen te doen van zuiver materiële feiten, zonder enig advies uit te brengen met betrekking tot de gevolgen in feite of in rechte die daaruit zouden kunnen voortvloeien; zij kunnen ook op verzoek van particulieren tot die vaststellingen overgaan. Zij doen ook de vaststellingen die tot de wettelijke uitoefening van hun ambt behoren.

Zij kunnen ter griffie de uitgiften, afschriften en uittreksels van alle processtukken lichten en de verzoekschriften indienen die zij krachtens de wet kunnen ondertekenen; zij kunnen tevens, op verzoek van de advocaten van de partijen, alle andere verzoekschriften ter griffie neerleggen.

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

Ils peuvent attester la conformité de copies et de traductions de documents dont ils détiennent les minutes et peuvent rédiger des extraits de tous les actes émanant de leur ministère.

Les huissiers de justice procèdent, comme les notaires, aux prisées et ventes publiques de meubles et effets mobiliers, en se conformant aux lois et règlements qui y sont relatifs.

Le conseil de la chambre d'arrondissement établit le rôle des huissiers de justice chargés de la signification des actes en matière répressive. »

Art. 7

A l'article 518, deuxième alinéa, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou commissaires » sont supprimés;

2° dans le texte néerlandais, le mot *beheerder* est remplacé par le mot *bestuurder*.

Art. 8

Dans le texte néerlandais de l'article 521, deuxième alinéa, du même Code, le mot *deurwaarder* est remplacé par le mot *gerechtsdeurwaarder*.

Art. 9

L'article 524 du même Code, modifié par la loi du 7 février 1985, est remplacé comme suit :

« Article 524. — L'huissier de justice qui prend congé ou qui est empêché d'exercer ses fonctions, doit se faire remplacer par un confrère ou se faire suppléer par un huissier de justice suppléant.

L'huissier de justice qui, conformément aux dispositions de l'article 585, 8°, est désigné comme administrateur provisoire, peut se faire assister par un huissier de justice suppléant. »

Art. 10

A l'article 526 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa premier, les mots « par un candidat huissier de justice » sont insérés entre les mots « La requête aux fins de suppléance » et les mots « est adressée au procureur du Roi »;

TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE

Zij kunnen de afschriften en vertalingen van documenten in hun bezit voor eensluidend tekenen en kunnen uittreksels opstellen van alle akten van hun ambt.

De gerechtsdeurwaarders verrichten, evenals de notarissen, de schattingen en openbare verkopingen van meubelen en roerende goederen, met inachtneming van de ter zake geldende wetten en vorderingen.

De raad van de arrondissementskamer stelt de rol vast van de gerechtsdeurwaarders die belast zijn met de betekening van de akten in strafzaken. »

Art. 7

In artikel 518, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of commissaris » worden geschrapt;

2° in de Nederlandse tekst wordt het woord « beheerder » vervangen door het woord « bestuurder ».

Art. 8

In de Nederlandse tekst van artikel 521, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « deurwaarder » vervangen door het woord « gerechtsdeurwaarder ».

Art. 9

Artikel 524 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 februari 1985, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 524. — De gerechtsdeurwaarder die vakantie neemt of verhinderd is om zijn ambt uit te oefenen, moet zich laten vervangen door een confrater of een plaatsvervangend gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder die ingevolge de bepalingen van artikel 585, 8°, is aangewezen als voorlopige beheerder, kan zich laten bijstaan door een plaatsvervangend gerechtsdeurwaarder. »

Art. 10

In artikel 526 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « door ee¹. kandidaat-gerechtsdeurwaarder » ingevoegd tussen de woorden « De aanvraag om vervanging » en de woorden « wordt aan de procureur des Konings gericht »;

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Ils peuvent attester la conformité de copies et de traductions de documents dont ils détiennent les minutes et peuvent rédiger des extraits de tous les actes émanant de leur ministère.

Les huissiers de justice procèdent, comme les notaires, aux prisées et ventes publiques de meubles et effets mobiliers, en se conformant aux lois et règlements qui y sont relatifs.

Le conseil de la chambre d'arrondissement établit le rôle des huissiers de justice chargés de la signification des actes en matière répressive. »

Art. 7

A l'article 518, deuxième alinéa, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou commissaires » sont supprimés;

2° dans le texte néerlandais, le mot *beheerder* est remplacé par le mot *bestuurder*.

Art. 8

Dans le texte néerlandais de l'article 521, deuxième alinéa, du même Code, le mot *deurwaarder* est remplacé par le mot *gerechtsdeurwaarder*.

Art. 9

L'article 524 du même Code, modifié par la loi du 7 février 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 524. — L'huissier de justice qui prend congé ou qui est empêché d'exercer ses fonctions, doit se faire remplacer par un confrère ou se faire suppléer par un huissier de justice suppléant.

Art. 10

A l'article 526 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa premier, les mots « par un candidat huissier de justice » sont insérés entre les mots « La requête aux fins de suppléance » et les mots « est adressée au procureur du Roi »;

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Zij kunnen de afschriften en vertalingen van documenten in hun bezit voor eensluidend tekenen en kunnen uittreksels opstellen van alle akten van hun ambt.

De gerechtsdeurwaarders verrichten, evenals de notarissen, de schattingen en openbare verkopingen van meubelen en roerende goederen, met inachtneming van de ter zake geldende wetten en verordeningen.

De raad van de arrondissementskamer stelt de rol vast van de gerechtsdeurwaarders die belast zijn met de betekening van de akten in strafzaken. »

Art. 7

In artikel 518, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of commissaris » worden geschrapt;

2° in de Nederlandse tekst wordt het woord « beheerder » vervangen door het woord « bestuurder ».

Art. 8

In de Nederlandse tekst van artikel 521, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « deurwaarder » vervangen door het woord « gerechtsdeurwaarder ».

Art. 9

Artikel 524 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 februari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 524. — De gerechtsdeurwaarder die vakantie neemt of verhinderd is om zijn ambt uit te oefenen, moet zich laten vervangen door een confrater of een plaatsvervangend gerechtsdeurwaarder.

Art. 10

In artikel 526 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « door een kandidaat-gerechtsdeurwaarder » ingevoegd tussen de woorden « De aanvraag om vervanging » en de woorden « wordt aan de procureur des Konings gericht »;

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

2° l'alinéa quatre est remplacé par l'alinéa suivant :

« Article 526. — Si l'huissier de justice néglige ou n'est pas en mesure de présenter la demande de suppléance par un candidat-huissier de justice ou si le procureur du Roi refuse d'accorder la suppléance, la demande est faite par le syndic au président du tribunal de première instance qui statuté sur les conclusions du ministère public, l'huissier de justice et son syndic entendus ou appelés ».

Art. 11

L'article 528, alinéa premier, du même Code judiciaire est remplacé comme suit :

« Article 528. — Sous peine de sanctions disciplinaires, il est interdit à l'huissier de justice suppléé d'exercer ses fonctions pendant la durée de la suppléance, sauf pour l'huissier de justice désigné pour gérer provisoirement une étude vacante, conformément aux dispositions de l'article 585, 8°, qui se fait assister d'un suppléant en exécution de l'article 524, deuxième alinéa ».

Art. 12

L'article 530 du même Code est remplacé comme suit :

« Article 530. — L'huissier de justice suppléant nommé en vertu de l'article 524, premier alinéa, tient à jour pendant toute la durée de la suppléance, les répertoires de l'huissier de justice qu'il supplée.

L'huissier de justice désigné en vertu de l'article 524, deuxième alinéa, tient à jour pendant toute la durée de la gestion, les répertoires de l'huissier de justice décédé, suspendu ou démis.

Dans tous les actes qu'il dresse, l'huissier de justice suppléant mentionne sa qualité de suppléant et le nom de l'huissier de justice qu'il supplée ».

Art. 13

L'article 531 du même Code est remplacé comme suit :

« Article 531. — Le conseil de la chambre d'arrondissement peut infliger les peines disciplinaires suivantes :

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Artikel 526. — Indien de gerechtsdeurwaarder nalaat of niet bij machte is de aanvraag om vervanging door een kandidaat-gerechtsdeurwaarder te doen of indien de procureur des Konings weigert de vervanging toe te staan, dan wordt het verzoek door de syndicus gedaan aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg die beslist op de conclusie van het openbaar ministerie, de gerechtsdeurwaarder en zijn syndicus gehoord of opgeroepen ».

Art. 11

Artikel 528. eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 528. — Met uitzondering van de gerechtsdeurwaarder die als voorlopig beheerder van een vacant kantoor is aangewezen ingevolge de bepalingen van artikel 585, 8°, en die zich laat bijstaan door een plaatsvervanger ingevolge artikel 524, tweede lid, is het de vervangen gerechtsdeurwaarder op straffe van tuchtmaatregelen verboden gedurende de vervangingstermijn zijn ambt uit te oefenen ».

Art. 12

Artikel 530 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 530. — De plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder benoemd op grond van artikel 524, eerste lid, houdt gedurende de gehele vervangingstermijn de repertoria van de vervangen gerechtsdeurwaarder bij.

De gerechtsdeurwaarder aangewezen op grond van artikel 524, tweede lid, houdt gedurende de gehele termijn van het beheer de repertoria van de overleden, geschorste of ontslagen gerechtsdeurwaarder bij.

De plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder vermeldt op alle akten die hij opmaakt, zijn hoedanigheid van plaatsvervanger en de naam van de gerechtsdeurwaarder die hij vervangt. »

Art. 13

Artikel 531 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 531. — De raad van de arrondissementskamer kan de volgende tuchtstraffen opleggen :

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION

2° les alinéas trois et quatre sont remplacés par l'alinéa suivant :

Si l'huissier de justice néglige ou n'est pas en mesure de présenter la demande de suppléance par un candidat-huissier de justice ou si le procureur du Roi refuse d'accorder la suppléance, la demande est faite par le syndic au président du tribunal de première instance qui statue sur les conclusions du ministère public, l'huissier de justice et son syndic entendus ou appelés ».

Art. 11 (ancien art. 12)

L'article 530 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 530. — L'huissier de justice suppléant nommé en vertu de l'article 524, premier alinéa, tient à jour pendant toute la durée de la suppléance, les répertoires de l'huissier de justice qu'il supplée.

L'huissier de justice désigné sur la base des règles fixées par le Roi en vertu de l'article 512, § 5, tient à jour pendant toute la durée de la gestion, les répertoires de l'huissier de justice démis décédé, suspendu ou destitué.

Dans tous les actes qu'il dresse, l'huissier de justice suppléant mentionne sa qualité de suppléant et le nom de l'huissier de justice qu'il supplée ».

Art. 12 (ancien art. 13)

L'article 531 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 531. — Le conseil de la chambre d'arrondissement peut infliger les peines disciplinaires suivantes :

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

2° het derde en vierde lid door het volgende lid vervangen :

Indien de gerechtsdeurwaarder nalaat of niet bij machte is de aanvraag om vervanging door een kandidaat-gerechtsdeurwaarder te doen of indien de procureur des Konings weigert de vervanging toe te staan, dan wordt het verzoek door de syndicus gedaan aan de voorzitter van de rechbank van eerste aanleg die beslist op de conclusie van het openbaar ministerie, de gerechtsdeurwaarder en zijn syndicus gehoord of opgeroepen ».

Art. 11 (vroeger art. 12)

Artikel 530 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 530. — De plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder benoemd op grond van artikel 524, eerste lid, houdt gedurende de gehele vervangingstermijn de repertoria van de vervangen gerechtsdeurwaarder bij.

De gerechtsdeurwaarder aangewezen op basis van de regels die de Koning op grond van artikel 512, § 5, heeft vastgesteld, houdt gedurende de gehele termijn van het beheer de repertoria van de ontslagen, overleden, geschorste of afgezette gerechtsdeurwaarder bij.

De plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder vermeldt op alle akten die hij opmaakt, zijn hoedanigheid van plaatsvervanger en de naam van de gerechtsdeurwaarder die hij vervangt. »

Art. 12 (vroeger art. 13)

Artikel 531 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 531. — De raad van de arrondissementskamer kan de volgende tuchtstraffen opleggen :

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

- 1° à l'huissier de justice titulaire :
- a) le rappel à l'ordre;
 - b) la censure simple;
 - c) la censure avec réprimande par le syndic, devant le conseil de la chambre d'arrondissement;
 - d) l'interdiction de l'entrée au conseil de la chambre d'arrondissement et au conseil permanent de la Chambre nationale pendant une durée de trois ans au plus, la première fois, et de six ans au plus en cas de récidive;
- 2° à l'huissier de justice suppléant, une des peines de discipline prévues au 1°, a, b ou c.

La décision rendue par défaut est signifiée à l'huissier de justice ou à l'huissier de justice suppléant par le secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement ou par un autre membre dudit conseil. »

Art. 14

Dans le même Code sont insérés les articles 531bis, 531ter, 531quater, et 531quinquies (nouveaux) libellés comme suit :

« Article 531bis. — La décision rendue en matière disciplinaire, prononcée conformément à l'article 531, est susceptible d'être frappée d'appel devant un conseil d'appel des huissiers de justice.

Un conseil est créé dans le ressort de chaque cour d'appel. Il se réunit au lieu où est établi le siège de la cour. Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, il y a un conseil francophone et un conseil néerlandophone. Le conseil est composé de trois assesseurs effectifs et trois assesseurs suppléants, élus parmi les huissiers de justice, de façon que les assesseurs effectifs, d'une part, et les assesseurs suppléants, d'autre part, appartiennent à trois arrondissements judiciaires différents. Le conseil est présidé par un

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

- 1° aan de gerechtsdeurwaarder-titularis :
- a) terechtwijzing;
 - b) enkele censuur;
 - c) censuur met berisping door de syndicus ten overstaan van de raad van de arrondissementskamer;
 - d) niet-toelating tot de raad van de arrondissementskamer en tot de vaste raad van de Nationale Kamer gedurende ten hoogste drie jaar, de eerste maal, en ten hoogste zes jaar in geval van herhaling;
- 2° aan de plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder, een der tuchtstraffen gesteld onder 1°, a, b of c.

De beslissing die bij verstek is uitgesproken, wordt aan de gerechtsdeurwaarder of de plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder betekend door de secretaris van de raad van de arrondissementskamer of door een ander lid van deze raad. »

Art. 14

In hetzelfde Wetboek worden de nieuwe artikelen 531bis, 531ter, 531quater en 531quinquies ingevoegd, luidende :

« Artikel 531bis. — Tegen een tuchtstraf uitgesproken overeenkomstig artikel 531, is hoger beroep mogelijk bij de Raad van beroep voor gerechtsdeurwaarders.

In het rechtsgebied van elk hof van beroep wordt een Raad ingesteld. Deze vergadert op de plaats waar de zetel van het hof van beroep is gevestigd. In het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel is er een Nederlandstalige en een Franstalige Raad. De Raad bestaat uit drie assessoren en drie plaatsvervangende assessoren, gekozen onder de gerechtsdeurwaarders, waarbij zowel de assessoren als de plaatsvervangende assessoren tot drie verschillende gerechtelijke arrondissementen behoren. De Raad

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION

- 1° à l'huissier de justice titulaire :
- le rappel à l'ordre;
 - la censure simple;
 - la censure avec réprimande par le syndic, devant le conseil de la chambre d'arrondissement;
 - l'interdiction de l'entrée au conseil de la chambre d'arrondissement et au conseil permanent de la Chambre nationale pendant une durée de trois ans au plus, la première fois, et de six ans au plus en cas de récidive;
- 2° à l'huissier de justice suppléant, une des peines de discipline prévues au 1°, a, b ou c.

Le conseil de la chambre d'arrondissement traite l'affaire en séance publique, à moins que l'huissier de justice inculpé ne demande le huis clos.

Le conseil de la chambre d'arrondissement peut également siéger à huis clos pendant la totalité ou une partie de la procédure dans l'intérêt de la moralité ou de l'ordre public, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée de l'huissier de justice inculpé l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le conseil de la chambre d'arrondissement, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de l'administration de la justice.

La décision rendue par défaut est signifiée à l'huissier de justice ou à l'huissier de justice suppléant par le secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement ou par un autre membre dudit conseil. »

Art. 13 (ancien art. 14)

Dans le même Code sont insérés les articles 531bis, 531ter, 531quater, et 531quinquies (nouveaux) libellés comme suit :

« Article 531bis. — La décision rendue en matière disciplinaire, prononcée conformément à l'article 531, est susceptible d'appel devant un conseil d'appel des huissiers de justice.

Un conseil est créé dans le ressort de chaque cour d'appel. Il se réunit au lieu où est établi le siège de la cour. Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, il y a un conseil francophone et un conseil néerlandophone. Le conseil est composé de trois assesseurs effectifs et trois assesseurs suppléants, élus parmi les huissiers de justice, de façon que les assesseurs effectifs, d'une part, et les assesseurs suppléants, d'autre part, appartiennent à trois arrondissements judiciaires différents. Le conseil est présidé par un

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

- 1° aan de gerechtsdeurwaarder-titularis :
- terechtwijzing;
 - enkele censuur;
 - censuur met berispeling door de syndicus ten overstaan van de raad van de arrondissementskamer;
 - niet-toelating tot de raad van de arrondissementskamer en tot de vaste raad van de Nationale Kamer gedurende ten hoogste drie jaar, de eerste maal, en ten hoogste zes jaar in geval van herhaling;

2° aan de plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder, een der tuchtstraffen gesteld onder 1°, a, b of c.

De raad van de arrondissementskamer behandelt de zaak in openbare zitting, tenzij de verdachte gerechtsdeurwaarder de behandeling met gesloten deuren vraagt.

De raad van de arrondissementskamer mag eveneens met gesloten deuren zitting houden gedurende de gehele rechtspleging of een gedeelte ervan, in het belang van de goede zeden of van de openbare orde, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privéleven van de verdachte gerechtsdeurwaarder dit vereisen of, in de mate als door de raad van de arrondissementskamer onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer de openbaarheid de belangen van de rechtsbedeling zou schaden.

De beslissing die bij verstek is uitgesproken, wordt aan de gerechtsdeurwaarder of de plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder betekend door de secretaris van de raad van de arrondissementskamer of door een ander lid van deze raad. »

Art. 13 (vroeger art. 14)

In hetzelfde Wetboek worden de nieuwe artikelen 531bis, 531ter, 531quater en 531quinquies ingevoegd, luidende :

« Artikel 531bis. — Tegen een tuchtstraf uitgesproken overeenkomstig artikel 531, is hoger beroep mogelijk bij een Raad van beroep voor gerechtsdeurwaarders.

In het rechtsgebied van elk hof van beroep wordt een Raad ingesteld. Deze vergadert op de plaats waar de zetel van het hof van beroep is gevestigd. In het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel is er een Nederlandstalige en een Franstalige Raad. De Raad bestaat uit drie assessoren en drie plaatsvervangende assessoren, gekozen onder de gerechtsdeurwaarders, waarbij zowel de assessoren als de plaatsvervangende assessoren tot drie verschillende gerechtelijke arrondissementen behoren. De Raad

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

conseiller de la cour d'appel intéressé, désigné à cet effet par le premier président.

Les assesseurs sont élus annuellement au scrutin secret par le conseil permanent. Ils sont rééligibles.

Un secrétaire et un rapporteur sont désignés parmi les assesseurs.

Un membre du comité de direction peut être entendu, à la demande du conseil, sans pouvoir prendre part à la délibération.

Pour la première fois, les assesseurs sont désignés par le premier président de la cour d'appel intéressée, sur la présentation de la chambre d'arrondissement intéressée.

Article 531bis. — L'appel doit être intenté par l'huissier de justice titulaire ou suppléant intéressé, par voie de requête motivée rédigée dans la langue de la décision attaquée. Cette requête est adressée sous pli recommandé ou remise contre accusé de réception au secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement, et ce dans le mois du prononcé, si la décision a été rendue contradictoirement, ou, si elle a été rendue par défaut, dans le mois de la date à laquelle elle a été notifiée, à l'intéressé par le secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement ou par un autre membre dudit conseil.

L'article 50 du présent Code s'applique par analogie.

Article 531quater. — L'appel est suspensif.

Les membres du conseil d'appel qui remplissent l'une des conditions prévues à l'article 828, de même que les membres du conseil de la chambre d'arrondissement qui a prononcé la peine disciplinaire, sont récusés d'office.

Article 531quinquies. — L'appelant est convoqué par le secrétaire devant le conseil d'appel, par lettre recommandée.

Le délai de comparution est d'au moins quinze jours. Sauf si l'appelant demande expressément le huis clos, les débats ont lieu en audience publique.

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

wordt voorgezet door een raadsheer van het betrokken hof van beroep, daartoe aangewezen door de eerste voorzitter.

De assessoren worden jaarlijks verkozen door de vaste Raad, bij geheime stemming. Zij zijn herkiesbaar.

Onder de assessoren worden een secretaris en een rapporteur aangewezen.

Een lid van het directiecomité kan, op verzoek van de Raad, gehoord worden zonder aan de beraadslaging te mogen deelnemen.

De assessoren worden voor de eerste maal aangesteld door de eerste voorzitter van het betrokken hof van beroep, op voordracht van de betrokken arrondissemantskamer.

Artikel 531bis. — Het hoger beroep dient door de betrokken titularis of plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder ingesteld te worden bij een gemotiveerd verzoekschrift in de taal van de bestreden beslissing. Dit verzoekschrift wordt bij een ter post aangetekende brief gericht of tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de secretaris van de raad van de arrondissemantskamer binnen een maand na de dag van de uitspraak, indien ze op tegenspraak is gewezen of, indien ze bij verstek is gewezen, binnen een maand na de datum van de kennisgeving aan de betrokken door de secretaris van de raad van de arrondissemantskamer of door een ander lid van deze raad.

Artikel 50 van dit Wetboek is van overeenkomstige toepassing.

Artikel 531quater. — Het hoger beroep is opschortend.

De leden van de Raad van beroep die voldoen aan een van de voorwaarden gesteld in artikel 828, evenals de leden van de arrondissemantskamer die de tuchtstraf heeft uitgesproken, worden ambtshalve gewraakt.

Artikel 531quinquies. — De appellant wordt door de secretaris bij aangetekende brief opgeroepen om voor de Raad van beroep te verschijnen.

De termijn van verschijning bedraagt ten minste vijftien dagen. Tenzij de appellant uitdrukkelijk de behandeling met gesloten deuren vraagt, hebben de debatten plaats in openbare terechting.

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

conseiller de la cour d'appel compétente, désigné à cet effet par le premier président.

Les assesseurs sont élus annuellement au scrutin secret par le conseil permanent. Ils sont rééligibles.

Un secrétaire et un rapporteur sont désignés parmi les assesseurs.

Un membre du comité de direction peut être entendu, à la demande du conseil, sans pouvoir prendre part à la délibération.

Pour la première fois, les assesseurs sont désignés par le premier président de la cour d'appel compétente, sur la présentation de la chambre d'arrondissement intéressée.

Article 531bis. — L'appel doit être intenté par l'huissier de justice titulaire ou suppléant intéressé, par voie de requête motivée rédigée dans la langue de la décision attaquée. Cette requête est adressée sous pli recommandé à la poste ou remise contre accusé de réception au secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement, et ce dans le mois du prononcé, si la décision a été rendue contradictoirement, ou, si elle a été rendue par défaut, dans le mois de la date à laquelle elle a été signifiée à l'intéressé par le secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement ou par un autre membre dudit conseil.

L'article 50 du présent Code s'applique par analogie.

Article 531quater. — L'appel est suspensif.

Les membres du conseil d'appel qui remplissent l'une des conditions prévues à l'article 828, de même que les membres du conseil de la chambre d'arrondissement qui a prononcé la peine disciplinaire, sont récusés d'office.

Article 531quinquies. — L'appelant est convoqué par le secrétaire devant le conseil d'appel, par lettre recommandée à la poste.

Le délai de comparution est d'au moins quinze jours. Sauf si l'appelant demande expressément le huis clos, les débats ont lieu en audience publique.

Le conseil d'appel peut également siéger à huis clos pendant la totalité ou une partie de la procédure dans l'intérêt de la moralité ou de l'ordre public, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée de l'huissier de justice inculpé l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le conseil d'appel, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de l'administration ou de la justice.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

wordt voorgezeten door een raadsheer van het bevoegde hof van beroep, daartoe aangewezen door de eerste voorzitter.

De assessoren worden jaarlijks verkozen door de vaste Raad, bij geheime stemming. Zij zijn herkiesbaar.

Onder de assessoren worden een secretaris en een rapporteur aangewezen.

Een lid van het directiecomité kan, op verzoek van de Raad, gehoord worden zonder aan de beraadslaging te mogen deelnemen.

De assessoren worden voor de eerste maal aangesteld door de eerste voorzitter van het bevoegde hof van beroep, op voordracht van de betrokken arrondissementskamer.

Artikel 531bis. — Het hoger beroep dient door de betrokken titularis of plaatsvervangende gerechtsdeurwaarder ingesteld te worden bij een gemotiveerd verzoekschrift in de taal van de bestreden beslissing. Dit verzoekschrift wordt bij een ter post aangetekende brief gericht of tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de secretaris van de raad van de arrondissementskamer binnen een maand na de dag van de uitspraak, indien ze op tegenspraak is gewezen of, indien ze bij verstek is gewezen, binnen een maand na de datum van de betekening aan de betrokken door de secretaris van de raad van de arrondissementskamer of door een ander lid van deze raad.

Artikel 50 van dit Wetboek is van overeenkomstige toepassing.

Artikel 531quater. — Het hoger beroep is opschortend.

De leden van de Raad van beroep die voldoen aan een van de voorwaarden gesteld in artikel 828, evenals de leden van de arrondissementskamer die de tuchtstraf heeft uitgesproken, worden ambtshalve gewraakt.

Artikel 531quinquies. — De appellant wordt door de secretaris bij een ter post aangetekende brief opgeroepen om voor de Raad van beroep te verschijnen.

De termijn van verschijning bedraagt ten minste vijftien dagen. Tenzij de appellant uitdrukkelijk de behandeling met gesloten deuren vraagt, hebben de debatten plaats in openbare terechtzitting.

De Raad van beroep mag eveneens met gesloten deuren zitting houden gedurende de gehele rechtspleging of een gedeelte ervan, in het belang van de goede zeden of van de openbare orde, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privéleven van de verdachte gerechtsdeurwaarder dit vereisen of, in de mate als door de Raad van beroep onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarheid de belangen van de rechtsbedeling zou schaden.

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

La décision du conseil d'appel est adressée sous pli recommandé à l'appelant et au secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement par le secrétaire du conseil d'appel. »

Art. 15

L'article 537 du même Code est complété comme suit :

« Article 537. — ... Cette assemblée générale procède également à l'élection des délégués effectif et suppléant des huissiers de justice de l'arrondissement au conseil permanent de la Chambre nationale. »

Art. 16

L'article 542 du même Code, modifié par la loi du 28 juin 1974, est complété par un 9°, rédigé comme suit :

« Article 542. — 9° de transmettre au secrétaire du conseil d'appel les dossiers en matière disciplinaire, dans lesquels un appel a été interjeté, dans la huitaine, à partir de la notification de celui-ci au secrétaire de la chambre d'arrondissement. Ce délai est interrompu pendant les vacances judiciaires jusqu'au quinzième jour de l'année judiciaire nouvelle. »

Art. 17

L'article 544 du même Code est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Dans les cas où il s'avère impossible de satisfaire aux dispositions de l'article 547, deuxième alinéa, le rapporteur est remplacé en matière disciplinaire par le rapporteur adjoint. Celui-ci a alors les mêmes attributions que le rapporteur. Il est élu chaque année par l'assemblée générale. Il ne peut être membre du conseil de la chambre d'arrondissement. »

Art. 18

A l'article 549 du même Code, les mots « à Bruxelles » sont remplacés par les mots « dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles ».

TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE

De beslissing van de Raad van beroep wordt bij aangetekende brief gericht aan de appellant en aan de secretaris van de raad van de arrondissementskamer door de secretaris van de Raad van beroep. »

Art. 15

Artikel 537 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« Artikel 537. — ...Deze algemene vergadering kiest eveneens de afgevaardigde en de plaatsvervante afgevaardigde van de gerechtsdeurwaarders van het arrondissement bij de vaste raad van de Nationale Kamer. »

Art. 16

Artikel 542 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

« Artikel 542. — 9° aan de secretaris van de Raad van beroep de dossiers in tuchtzaken over te zenden waarin hoger beroep werd aangetekend, binnen achttien dagen te rekenen van de kennisgeving van dat hoger beroep aan de secretaris van de arrondissementskamer. Deze termijn wordt tijdens de gerechtelijke vakantie opgeschort tot de vijftiende dag van het nieuwe gerechtelijk jaar. »

Art. 17

Artikel 544 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In de gevallen waarin het onmogelijk blijkt te voldoen aan de bepalingen van artikel 547, tweede lid, wordt in tuchtzaken de verslaggever vervangen door de adjunct-verslaggever. Deze heeft dan dezelfde bevoegdheden als de verslaggever. Hij wordt jaarlijks verkozen door de algemene vergadering. Hij mag geen lid zijn van de raad van de arrondissementskamer. »

Art. 18

In artikel 549 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « te Brussel » vervangen door de woorden « in het gerechtelijk arrondissement Brussel ».

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION

La décision du conseil d'appel est adressée sous pli recommandé à la poste à l'appelant et au secrétaire du conseil de la chambre d'arrondissement par le secrétaire du conseil d'appel. »

Art. 14 (ancien art. 15)

L'article 537 du même Code est complété par la disposition suivante :

« Cette assemblée générale procède également à l'élection des délégués effectif et suppléant des huissiers de justice de l'arrondissement au conseil permanent de la Chambre nationale. »

Art. 15 (ancien art. 16)

L'article 542 du même Code, modifié par la loi du 28 juin 1974, est complété par un 9°, rédigé comme suit :

« 9° de transmettre au secrétaire du conseil d'appel les dossiers en matière disciplinaire, dans lesquels un appel a été interjeté, dans la huitaine, à partir de la notification de celui-ci au secrétaire du Conseil de la chambre d'arrondissement. Ce délai est interrompu pendant les vacances judiciaires jusqu'au quinzième jour de l'année judiciaire nouvelle. »

Art. 16 (ancien art. 17)

L'article 544 du même Code est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Dans les cas où il s'avère impossible de satisfaire aux dispositions de l'article 547, premier alinéa, le rapporteur est remplacé en matière disciplinaire par le rapporteur adjoint. Celui-ci a alors les mêmes attributions que le rapporteur. Il est élu chaque année par l'assemblée générale. Il ne peut être membre du conseil de la chambre d'arrondissement. »

Art. 17 (ancien art. 18)

A l'article 549 du même Code, les mots « à Bruxelles » sont remplacés par les mots « dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles ».

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

De beslissing van de Raad van beroep wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan de appellant en aan de secretaris van de raad van de arrondissementskamer door de secretaris van de Raad van beroep. »

Art. 14 (vroeger art. 15)

Artikel 537 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« Deze algemene vergadering kiest eveneens de afgevaardigde en de plaatsvervangende afgevaardigde van de gerechtsdeurwaarders van het arrondissement bij de vaste raad van de Nationale Kamer. »

Art. 15 (vroeger art. 16)

Artikel 542 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

« 9° aan de secretaris van de Raad van beroep de dossiers in tuchtzaken over te zenden waarin hoger beroep werd aangetekend, binnen acht dagen te rekenen van de kennisgeving van dat hoger beroep aan de secretaris van de Raad van de arrondissementskamer. Deze termijn wordt tijdens de gerechtelijke vakantie opgeschort tot de vijftiende dag van het nieuwe gerechtelijk jaar. »

Art. 16 (vroeger art. 17)

Artikel 544 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In de gevallen waarin het onmogelijk blijkt te voldoen aan de bepalingen van artikel 547, eerste lid, wordt in tuchtzaken de verslaggever vervangen door de adjunct-verslaggever. Deze heeft dan dezelfde bevoegdheden als de verslaggever. Hij wordt jaarlijks verkozen door de algemene vergadering. Hij mag geen lid zijn van de raad van de arrondissementskamer. »

Art. 17 (vroeger art. 18)

In artikel 549 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « te Brussel » vervangen door de woorden « in het gerechtelijk arrondissement Brussel ».

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**Art. 19**

A l'article 550 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots « et des règles de déontologie » sont insérés entre les mots « de veiller à l'uniformité de la discipline » et les mots « parmi ses membres »;

2° cet article est complété par un 7°, rédigé comme suit :

« Article 550. — 7° d'assurer la délivrance du carnet de stage et de pratique ».

Art. 20

A l'article 551 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et 3° » sont remplacés par les mots « , 3° et 7° »;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Article 551. — Il adresse aux syndics des chambres d'arrondissement, et en cas de besoin aux membres de la Chambre nationale, les directives ou recommandations y relatives »;

3° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 21

L'article 553 du même Code est remplacé comme suit :

« Article 553. — Le conseil permanent élit parmi les huissiers de justice un comité de direction composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un rapporteur et d'un trésorier.

Néanmoins, seul peut être élu président ou vice-président un huissier de justice ayant été membre effectif du comité de direction ou du conseil permanent pendant au moins deux ans.

Le comité de direction est renouvelé d'un tiers tous les deux ans. Les deux premiers renouvellements se font par ordre d'ancienneté de nomination en tant qu'huissier de justice. Les membres sortants peuvent être réélus.

Le règlement prévu à l'article 550, 6°, règle les attributions et le fonctionnement du comité de direction.

Le comité de direction règle, si possible par voie de conciliation, les différends d'ordre professionnel entre huissiers de justice d'arrondissements différents. »

TEKST VOORGELEGGD AAN DE COMMISSIE**Art. 19**

In artikel 550 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1° worden de woorden « en van de regels van de deontologie » ingevoegd tussen de woorden « te waken voor de eenvormigheid van de tucht » en de woorden « onder haar leden »;

2° dit artikel wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

« Artikel 550. — 7° in de afgifte van het stage- en praktijkboekje te voorzien ».

Art. 20

In artikel 551 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en 3° » vervangen door de woorden « , 3° en 7° »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Artikel 551. — Hij richt tot de syndici van de arrondissemantskamers, en zo nodig tot de leden van de Nationale Kamer, de daarop betrekking hebbende richtlijnen of aanbevelingen »;

3° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 21

Artikel 553 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 553. — De vaste raad kiest onder de gerechtsdeurwaarders een directiecomité bestaande uit een voorzitter, een ondervoorzitter, een secretaris, een rapporteur en een penningmeester.

Nochtans kan alleen tot voorzitter of ondervoorzitter gekozen worden een gerechtsdeurwaarder die minstens twee jaar vast lid is geweest van het directiecomité of van de vaste raad.

Het directiecomité wordt om de twee jaar voor een derde vernieuwd. De eerste twee vernieuwingen geschieden naar de orde van aancienniteit van benoeming als gerechtsdeurwaarder. Aftredende leden kunnen worden herkozen.

Het in artikel 550, 6°, bedoelde reglement stelt onder meer de werking en de bevoegdheid van het directiecomité vast.

Het directiecomité regelt zo mogelijk door verzoening de beroepsgeschillen tussen gerechtsdeurwaarders uit verschillende arrondissementen. »

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**Art. 18 (ancien art. 19)**

A l'article 550 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots « et des règles de déontologie » sont insérés entre les mots « de veiller à l'uniformité de la discipline » et les mots « parmi ses membres »;

2° cet article est complété par un 7°, rédigé comme suit :

« 7° d'assurer la délivrance du carnet de stage et de pratique ».

Art. 19 (ancien art. 20)

A l'article 551 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et 3° » sont remplacés par les mots « , 3° et 7° »;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Il adresse aux syndics des chambres d'arrondissement, et en cas de besoin aux membres de la Chambre nationale, les directives ou recommandations y relatives »;

3° l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 20 (ancien art. 21)

L'article 553 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 553. — Le conseil permanent élit parmi les huissiers de justice un comité de direction composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un rapporteur et d'un trésorier.

Seul peut être élu président ou vice-président un huissier de justice ayant été membre effectif du comité de direction ou du conseil permanent pendant au moins deux ans.

Le comité de direction est renouvelé d'un tiers tous les deux ans. Les deux premiers renouvellements se font par ordre d'ancienneté de nomination en tant qu'huissier de justice. Les membres sortants peuvent être réélus.

Le règlement prévu à l'article 550, 6°, règle entre autres les attributions et le fonctionnement du comité de direction.

Le comité de direction règle, si possible par voie de conciliation, les différends d'ordre professionnel entre huissiers de justice d'arrondissements différents. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**Art. 18 (vroeger art. 19)**

In artikel 550 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1° worden de woorden « en van de regels van de deontologie » ingevoegd tussen de woorden « te waken voor de eenvormigheid van de tucht » en de woorden « onder haar leden »;

2° dit artikel wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

« 7° in de afgifte van het stage- en praktijkboekje te voorzien ».

Art. 19 (vroeger art. 20)

In artikel 551 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en 3° » vervangen door de woorden « , 3° en 7° »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Hij richt tot de syndici van de arrondissemenskamers, en zo nodig tot de leden van de Nationale Kamer, de daarop betrekking hebbende richtlijnen of aanbevelingen »;

3° het derde lid wordt weggelaten.

Art. 20 (vroeger art. 21)

Artikel 553 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 553. — De vaste raad kiest onder de gerechtsdeurwaarders een directiecomité bestaande uit een voorzitter, een ondervoorzitter, een secretaris, een rapporteur en een penningmeester.

Alleen tot voorzitter of ondervoorzitter kan gekozen worden een gerechtsdeurwaarder die minstens twee jaar vast lid is geweest van het directiecomité of van de vaste raad.

Het directiecomité wordt om de twee jaar voor een derde vernieuwd. De eerste twee vernieuwingen geschieden naar de orde van anciënniteit van benoeming als gerechtsdeurwaarder. Aftredende leden kunnen worden herkozen.

Het in artikel 550, 6°, bedoelde reglement stelt onder meer de werking en de bevoegdheid van het directiecomité vast.

Het directiecomité regelt zo mogelijk door verzoening de beroepsgeschillen tussen gerechtsdeurwaarders uit verschillende arrondissementen. »

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

Art. 22

Il est inséré dans la Deuxième partie, Livre IV, du même Code, un chapitre X, intitulé « Dispositions transitoires », comprenant un article 555*quater*, rédigé comme suit :

« Article 555*quater*. — Les candidats aux fonctions d'huissier de justice qui satisfont aux conditions de l'ancien article 510 à la date de la mise en vigueur de la présente loi, sont dispensés des obligations imposées par ce nouvel article, pour autant qu'ils font valider leur carnet de stage dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi par le procureur du Roi de l'arrondissement du siège de la chambre qui a délivré le carnet de stage.

Par dérogation au nouvel article 510, les candidats aux fonctions d'huissier de justice qui, le jour de l'abrogation de l'ancien article 510, 2°, b), sont huissiers de justice honoraires ou porteurs du certificat de candidat huissier de justice délivré conformément à la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice ou conformément à l'ancien article 510, sont dispensés de l'obligation prescrite par le nouvel article 510, 2°. La même disposition s'applique à la désignation en qualité d'huissier de justice suppléant.

Les autres dispositions de la présente loi relatives à la procédure de nomination s'appliquent à tous les candidats aux fonctions d'huissier de justice.

L'ancien article 510, premier alinéa, 2°, b), et l'ancien article 511 sont abrogés à la fin de la huitième année civile qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi. Pendant cette période transitoire, le stage prévu au nouvel article 511 est accessible aux porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un des titres assimilés prévus par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Toutefois, les dispositions du nouvel article 510, 4°, et du nouvel article 511, premier alinéa, relatives au stage, sont applicables.

La durée du stage effectué avant l'entrée en vigueur de la présente loi peut être portée en déduction de celle du stage prévu par le nouvel article 510, 4°. »

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

Art. 22

In Deel II, Boek IV van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk X ingevoegd onder het opschrift « Overgangsbepalingen », met een artikel 555*quater*, luidend als volgt :

« Artikel 555*quater*. — De kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder die voldoen aan de voorwaarden van het oud artikel 510 op datum van de inwerkingtreding van deze wet, zijn vrijgesteld van de verplichtingen opgelegd door dit artikel, voor zover zij hun stageboekje binnen drie maanden na de dag van de inwerkingtreding van deze wet laten valideren door de procureur des Konings van het arrondissement waar de kamer zitting houdt die het stageboekje heeft afgegeven.

In afwijking van het nieuw artikel 510, zijn de kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder, die op de dag van de afschaffing van het oud artikel 510, 2°, b), ere-gerechtsdeurwaarder zijn of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-gerechtsdeurwaarder afgegeven overeenkomstig de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders of overeenkomstig het oud artikel 510, vrijgesteld van de verplichting voorgeschreven bij het nieuw artikel 510, 2°. Dezelfde bepaling geldt voor de aanstelling tot plaatsvervarend gerechtsdeurwaarder.

De andere bepalingen van deze wet die betrekking hebben op de benoemingsprocedure, zijn van toepassing op alle kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder.

Het oud artikel 510, eerste lid, 2°, b), en het oud artikel 511 worden afgeschaft op het einde van het achtste kalenderjaar na het van kracht worden van deze wet. Gedurende deze overgangsperiode is de stage omschreven bij het nieuw artikel 511 toegankelijk voor de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van een van de daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire exams.

De bepalingen van het nieuwe artikel 510, 4°, en van het nieuwe artikel 511, eerste lid, betreffende de stage zijn echter onmiddellijk van toepassing.

De voor het van kracht worden van deze wet volbrachte stage mag in mindering gebracht worden van de stage bepaald bij het nieuw artikel 510, 4°. »

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION

Art. 21 (ancien art. 22)

Il est inséré dans la Deuxième partie, Livre IV, du même Code, un chapitre X, intitulé « Dispositions transitoires », comprenant un article *555quater*, rédigé comme suit :

« Article *555quater*. — Les candidats aux fonctions d'huissier de justice qui satisfont aux conditions de l'ancien article 510 à la date de la mise en vigueur de la loi du..., sont dispensés des obligations imposées par ce nouvel article, pour autant qu'ils font valider leur carnet de stage dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la loi précitée par le procureur du Roi de l'arrondissement du siège de la chambre qui a délivré le carnet de stage.

Par dérogation au nouvel article 510, les candidats aux fonctions d'huissier de justice qui, le jour de l'abrogation de l'ancien article 510, 2°, b), sont huissiers de justice honoraires ou porteurs du certificat de candidat huissier de justice délivré conformément à la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice ou conformément à l'ancien article 510, sont dispensés de l'obligation prescrite par le nouvel article 510, 2°. La même disposition s'applique à la désignation en qualité d'huissier de justice suppléant.

Les autres dispositions de la loi du... relatives à la procédure de nomination s'appliquent à tous les candidats aux fonctions d'huissier de justice.

L'ancien article 510, premier alinéa, 2°, b), et l'ancien article 511 sont abrogés à la fin de la huitième année civile qui suivra l'entrée en vigueur de la loi du.... Pendant cette période transitoire, le stage prévu au nouvel article 511 est accessible aux porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un des titres assimilés prévus par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Toutefois, les dispositions du nouvel article 510, 5°, et du nouvel article 511, premier alinéa, relatives au stage, sont applicables.

La durée du stage effectué avant l'entrée en vigueur de la loi du... peut être portée en déduction de celle du stage prévu par le nouvel article 510, 5°. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Art. 21 (vroeger art. 22)

In Deel II, Boek IV van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk X ingevoegd onder het opschrift « Overgangsbepalingen », met een artikel *555quater*, luidend als volgt :

« Artikel *555quater*. — De kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder die voldoen aan de voorwaarden van het oud artikel 510 op de datum van de inwerkingtreding van de wet van..., zijn vrijgesteld van de verplichtingen opgelegd door dit nieuw artikel, voor zover zij hun stageboekje binnen drie maanden na de dag van de inwerkingtreding van de voormelde wet laten valideren door de procureur des Konings van het arrondissement waar de kamer zitting houdt die het stageboekje heeft afgegeven.

In afwijking van het nieuw artikel 510, zijn de kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder, die op de dag van de afschaffing van het oud artikel 510, 2°, b), ere-gerechtsdeurwaarder zijn of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-gerechtsdeurwaarder afgegeven overeenkomstig de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders of overeenkomstig het oud artikel 510, vrijgesteld van de verplichting voorgeschreven van bij het nieuw artikel 510, 2°. Dezelfde bepaling geldt voor de aanstelling tot plaatsvervarend gerechtsdeurwaarder.

De andere bepalingen van de wet van... die betrekking hebben op de benoemingsprocedure, zijn van toepassing op alle kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder.

Het oud artikel 510, eerste lid, 2°, b), en het oud artikel 511 worden opgeheven op het einde van het achtste kalenderjaar na het van kracht worden van de wet van.... Gedurende deze overgangsperiode is de stage omschreven bij het nieuw artikel 511 toegankelijk voor de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van een van de daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

De bepalingen van het nieuwe artikel 510, 5°, en van het nieuwe artikel 511, eerste lid, betreffende de stage zijn echter onmiddellijk van toepassing.

De voor het van kracht worden van de wet van... volbrachte stage mag in mindering gebracht worden van de stage bepaald bij het nieuw artikel 510, 5°. »